

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Notice explicative

Janvier 2022

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

1. L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	2
1.1. Contexte réglementaire.....	2
1.2. Contexte communal.....	3
2. MODALITÉS DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	6
2.1.1. Les filières de traitement.....	6
2.1. Assainissement autonome.....	6
2.1.3. Contraintes de mise en place des filières d'assainissement non collectif, règles d'implantation des dispositifs.....	8
2.1.4. Impact des filières d'assainissement sur le milieu récepteur.....	9
2.2. Assainissement collectif.....	9
3. LE CHOIX DE LA COMMUNE EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT	12
3.1. Méthodologie du zonage.....	12
4. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	13
4.1. Le projet d'assainissement collectif.....	13
4.1.1. Études en cours.....	13
4.1.2. Capacité de la station d'épuration / population raccordée.....	13
4.2. La gestion de l'assainissement collectif.....	14
4.2.1. Le mode de gestion.....	14
4.2.2. L'exploitation du service d'assainissement collectif.....	15
5. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	16
5.1. Le projet d'assainissement non collectif.....	16
5.2. La gestion de l'assainissement non collectif.....	21
5.2.1. Mode de gestion du service.....	21
5.2.2. Qualification du service et financement.....	22
5.2.3. Droit d'accès dans les propriétés privées.....	22
5.2.4. Contrôle technique et application du droit des sols.....	22
5.2.5. Réhabilitations.....	23

1. L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

1.1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

L'article 35 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, codifié dans les articles L2224-10 1° et 2° alinéas du Code Général des Collectivités Territoriales, stipule que : Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- **les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien. »

Le décret du 3 juin 1994, codifié au CGCT précise la démarche :

- article R. 2224-7 : “ Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. ”

- article R. 2224-8 : “ L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement. ”

- article R 2224-9 : “ Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune [...] ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé. ”

Concernant l'assainissement autonome, notamment la mise en place du Service Public de l'Assainissement Autonome (SPANC) dont la mission est le contrôle des dispositifs individuels, plusieurs textes font aujourd'hui référence :

- code général des collectivités territoriales (articles L.2224-8, L.2224-10 notamment)
- code de la santé publique (articles L1331-1 et suivants,).
- arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
- arrêté du 07 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, modifié par l'arrêté du 07 mars 2012

- arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, modifié par l'arrêté du 24 août 2017.
- circulaire interministérielle n° 97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif.

Concernant la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome, le Document Technique Unifié (DTU) 64.1 fait référence en l'absence de réglementation. Il a été publié en août 2013.

1.2. CONTEXTE COMMUNAL

1.2.1 Localisation et situation géographique

Valras Plage est située dans le département de l'Hérault, en région Occitanie.

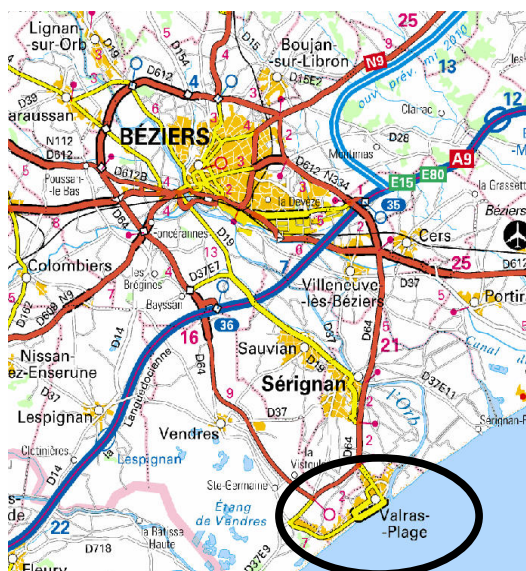


Figure 1 : Localisation de la commune de Valras Plage (Source : Géoagglomération SPANC)

1.2.2 Le contexte démographique

En 2017, il est recensé 4 207 habitants sur le territoire de Valras Plage, soit une densité moyenne de 1 790,2 habitants par km². Le tableau suivant illustre l'évolution de la population de 1968 à 2017 :

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population (nb d'habitants)	2 190	2 539	2588	3 043	3 625	4 391	4 348	4 207

Tableau 1 : Evolution de la démographie de Valras Plage entre 1968 et 2017 (Source : INSEE)

Une augmentation importante de la population est constatée entre 1982 et 1999 et entre 1999 et 2007. L'évolution témoigne d'un gain d'attractivité de la commune de Valras Plage. Entre 1968 et 2017, la population a presque doublé. Cependant, entre 2007 et 2017, la population diminue et tend à se stabiliser autour de 4 200 habitants. Cette légère diminution profite aux autres communes du département de l'Hérault. En revanche, afin de nuancer cette diminution de population, les chiffres de l'INSEE dénombre seulement la population permanente et ne prennent pas en compte celle saisonnière qui multiplie environ par trois cette population permanente.

1.2.3 Les risques naturels sur le territoire communal

Le principal risque contre lequel la commune de Valras Plage doit se prémunir concerne les inondations à la suite d'un débordement fluvial et/ou un risque littoral. De ce fait, un Plan de Prévention des risques naturels d'inondation a été approuvé sur la commune en 2020. De plus, la commune de Valras Plage est exposée au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Cependant, aucun PPR (Plan de Prévention des Risques) concernant les phénomènes de mouvements de terrain (retrait-gonflement des sols argileux) n'a été établi à ce jour pour la commune.

1.2.3.1 Risque inondation

Les zones inondables cartographiées, soit toute la commune, concernent le bassin versant de l'Orb et le littoral. La commune recense de nombreuses crues historiques dont celles de 1982, 1994, 1997 et 2002.



Figure 2 : Carte de Valras Plage et ses différents cours d'eau (Source : GéoRisque)

Tout d'abord, l'Orb est un fleuve côtier languedocien qui prend sa source dans les Cévennes dans les monts de l'Escandorgue et s'écoule jusqu'à la mer Méditerranée où il se jette à Valras-Plage. La basse plaine de l'Orb (Béziers à la mer) représente ainsi, un vaste champ d'inondations. Les inondations y sont fortes car au fur et à mesure que l'on s'approche de l'exutoire, le lit mineur décroît. De plus, dans la zone du delta, les inondations dues aux crues de l'Orb se conjuguent à celles provoquées par les « coups de mer » accentuant le risque d'inondation de cette zone très urbanisée dont Valras-Plage.

Ensuite, la commune de Valras Plage est impactée par les bassins Nord de Valras-Plage. Le périmètre s'étend à l'ensemble des bassins versants de l'Orb et des ruisseaux de la Galine, du Guitou et des Trois Sorbiès qui couvrent partiellement les communes de Vendres, Sérignan et Valras-Plage. De nombreuses augmentations de débit et de volume de crues ont été observé, aboutissant dans la zone urbaine de Valras-Plage. Lors de crues importantes, la quasi-totalité de la commune est inondée. De plus, le niveau élevé de la mer, les fortes houles et les vents du Sud-Est rendent plus difficile encore l'évacuation des eaux.

Enfin, le territoire communal connaît des risques de submersion marines dans des conditions naturelles extrêmes (vent, houle). Les communes de Valras-plage et de Vendres disposent d'un linéaire de côtes sableuse sur 7,3 km compris entre les ouvrages d'endiguement de l'Orb et de l'Aude. Lors de fortes inondations, il s'agit de la première ligne urbanisée qui est submergée en premier. La zone urbanisée de Valras-Plage s'étend sur 2500m entre la limite communale et la jetée Ouest de l'Orb.

On distingue d'Ouest en Est :

→ une partie où les maisons, le plus souvent individuelles sur deux niveaux, sont en première ligne directement le long de la plage ;

→ une partie qui débute à partir du casino où les résidences et des maisons individuelles sont séparées de la plage par un boulevard de bord de mer et une promenade. Dans ce secteur les résidences ont généralement 3 à 4 niveaux et accueillent des commerces au rez-de-chaussée.

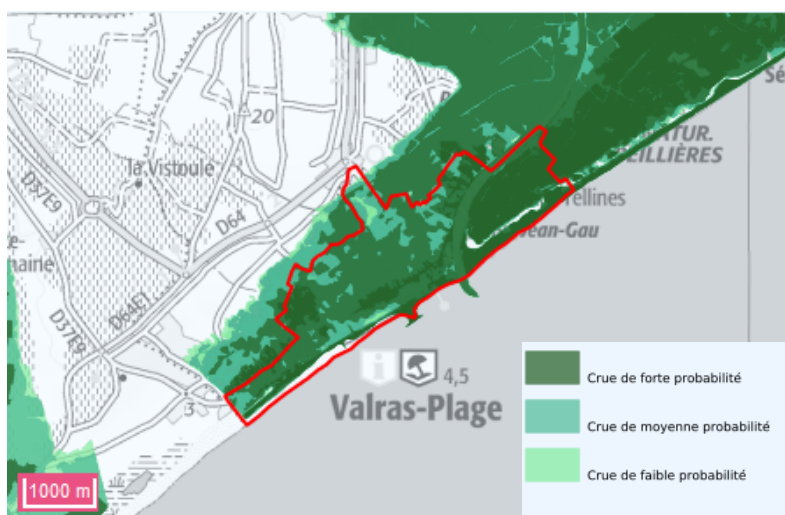


Figure 3 : Carte du territoire à risques importants d'inondations (TRI) de la commune de Valras Plage – PPRN Risque inondation (Source : Géorisques)

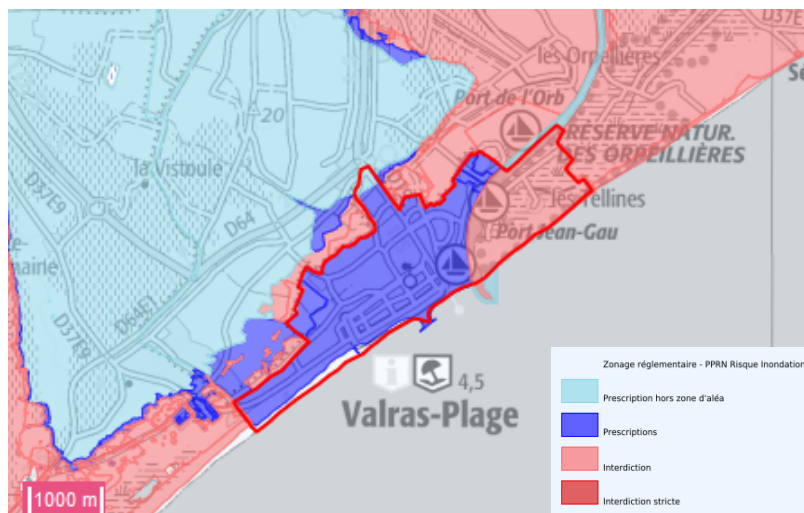


Figure 4 : Zonage réglementaire de la commune de Valras Plage – PPRN Risque inondation (Source : Géorisques)

1.2.3.2 Risque mouvement de terrain : L'aléa retrait-gonflement des argiles

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles est mouvement de terrain lent et continu. Ce phénomène est étroitement lié à la variation de la teneur en eau dans les argiles. Certaines argiles présentent de grandes variations de volume. Le retrait apparaît lors des périodes sèches tandis que le gonflement est la réponse du sol après une période humide.

Le territoire communal de Valras Plage présente un aléa faible, c'est-à-dire que les variations de volume ont une faible probabilité d'avoir lieu, dans l'ensemble de la commune. En revanche, sur une zone dans le Nord, les argiles présentent un potentiel fort de retrait-gonflement.

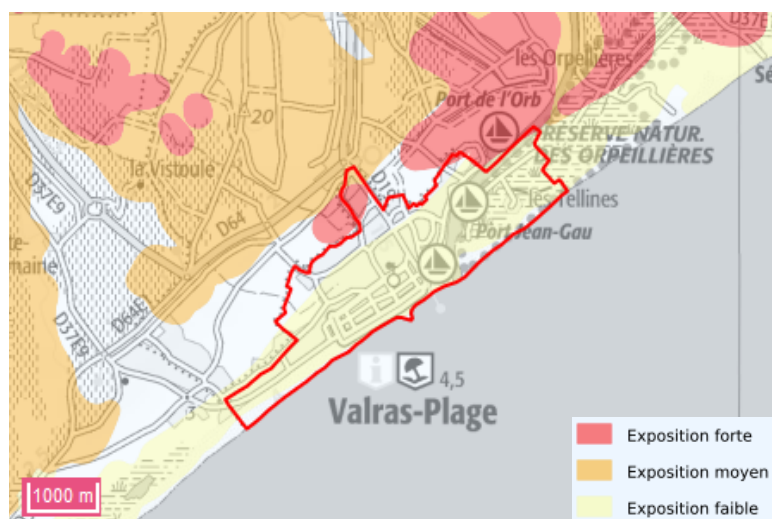


Figure 3 : Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune de Valras Plage (Source : Géorisques)

1.2.4 Assainissement

96,7% des habitations de la commune sont desservies par le réseau d'assainissement collectif. Le taux de raccordement au réseau d'assainissement collectif est d'environ 97 %.

Environ 7 secteurs d'habitations isolées relèvent de l'Assainissement Non Collectif pour 78 installations ANC :

- Cosses de la Condamine
- Casino
- Nord-Ouest du territoire
- Les Orpellières
- Proche château d'eau
- Proche Capitainerie
- Les Récanettes

L'étude porte non seulement sur les zones susceptibles de voir leurs modalités d'assainissement modifiées à l'issue de la réalisation du zonage d'assainissement mais aussi les écarts non desservis par le réseau d'assainissement collectif.

2. MODALITÉS DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'espace constructible communal peut faire l'objet d'un assainissement de type autonome ou collectif.

Selon la situation d'une habitation, l'évacuation et le traitement des eaux usées de ses habitants se feront soit via un système d'assainissement autonome, soit via le réseau d'assainissement et la station d'épuration de la collectivité.

Les implications de chaque procédé sont exposées ci-après :

2.1. ASSAINISSEMENT AUTONOME

2.1.1. Les filières de traitement

Une habitation située dans une zone non desservie par le réseau doit s'équiper d'un système individuel de traitement de ses eaux usées.

L'installation comprend :

- un dispositif de prétraitement réalisé *in situ* ou préfabriqué ;
- un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol (selon la réglementation locale : périmètre de protection de captage, périmètre de protection contre le risque de mouvement de terrain...).

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des eaux usées ou à leur traitement, un bac dégraisseur est installé dans le circuit des eaux ménagères et le plus près possible de leur émission.

L'utilisation du sol (naturel ou reconstitué) permet d'assurer cette épuration complémentaire des eaux usées grâce aux micro-organismes qui s'y développent.

Pour définir la filière de traitement complémentaire la mieux adaptée aux contraintes du sol, et pour la dimensionner correctement, il convient de réaliser une étude de sol sur la parcelle.

Pour réaliser cette étude de sol, il est nécessaire de recueillir des informations concernant la structure du sol, son *hydromorphie** et sa *topographie**.

Pour cette approche, différents critères doivent être connus :

- 1) La perméabilité du sol : c'est la vitesse d'infiltration de l'eau dans le sol qui peut être mesurée par la mise en place d'un test de *percolation** (test à niveau constant avec temps de saturation de 4h00).
- 2) Le niveau et la nature de la roche mère, par la réalisation d'un *profil pédologique** jusqu'à 1,50 m de profondeur.
- 3) Le niveau de remontée maximale de la nappe par observation des traces d'hydromorphie (ex : tâches de rouille dues à la présence d'oxyde de fer), sur les parois du profil pédologique.
- 4) La pente du terrain.

Cette étude doit être réalisée par une personne compétente ou un organisme reconnu de type bureau d'études.

Conformément à l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et préalablement à tous travaux d'un dispositif d'assainissement non collectif (neuf ou réhabilité), une étude de sol doit être réalisée. En effet, seule une étude de sol à la parcelle permet d'appréhender l'ensemble des éléments sus-visés et de déterminer les possibilités réelles d'assainissement au droit du projet suivant la sensibilité de l'environnement et la capacité du sol à infiltrer et épurer les effluents septiques.

Les filières compactes permettant de réduire l'emprise des installations peuvent également être étudiées.

Il est conseillé de se renseigner auprès du SPANC pour toute information pour tous ces éléments.

2.1.2. L'entretien et élimination des sous-produits et matières de vidange d'assainissement non collectif

Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, excepté pour les filières agréées.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle. L'entretien des installations et notamment la vidange des fosses toutes eaux entraîne la nécessité de disposer d'une voie d'évacuation.

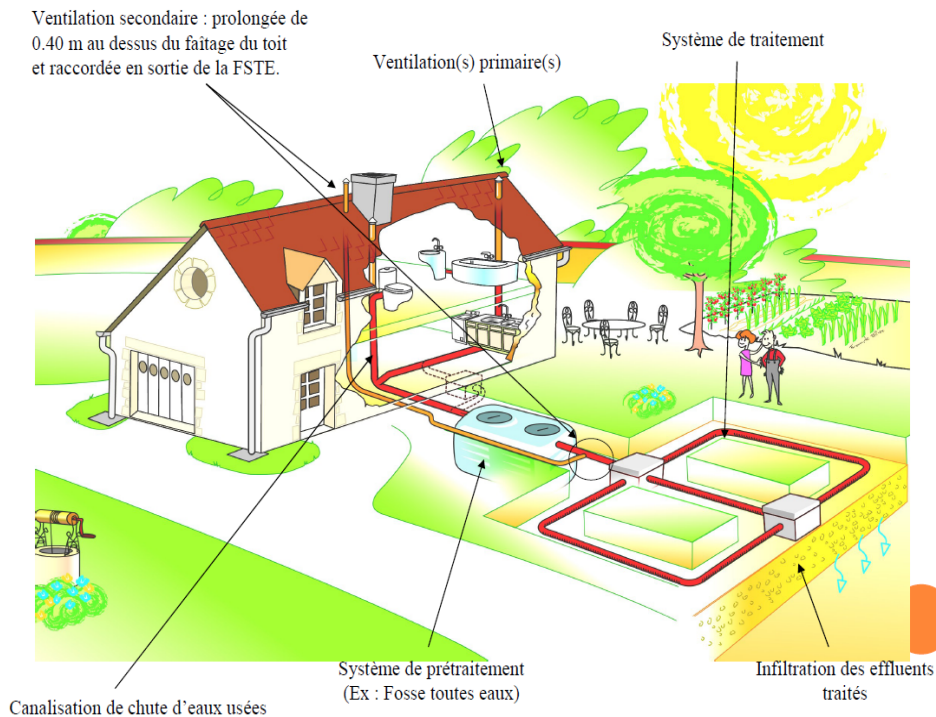
2.1.3. Contraintes de mise en place des filières d'assainissement non collectif, règles d'implantation des dispositifs

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance d'au moins :

- 5 m de tout ouvrage fondé (distance conseillée)
- 3 m des limites de la parcelle (distance conseillée)
- 3 m d'arbres et autres massifs plantés (distance conseillée)

- ≥ 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine (distance obligatoire et réglementaire).

Afin de satisfaire à l'absence d'écoulement à l'aval d'eaux contaminées et à la protection des usages, les distances d'éloignement pourront être adaptées aux contraintes locales par arrêté municipal.



2.1.4. Impact des filières d'assainissement sur le milieu récepteur

Les filières d'assainissement non collectif peuvent, si elles sont bien dimensionnées et adaptées au contexte pédologique, être un compromis tout à fait acceptable pour le particulier et le gestionnaire du milieu récepteur. **Il convient néanmoins de distinguer les filières qui utilisent le sol en place et celles qui utilisent un sol reconstitué.**

- **Pour les premières**, sous réserve d'une pédologie favorable, les contraintes sur le milieu récepteur sont minimales. La seule précaution à prendre et de ne pas se trouver à proximité, à moins de 35 m d'une ressource en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable. Ces filières utilisent le sol en place pour parfaire l'épuration et assurer la dispersion des effluents prétraités en fosse toutes eaux.
- **Pour les secondes**, les impacts sur le milieu récepteur peuvent être significatifs si les filières sont mal conçues ou mal dimensionnées. Ce type de filière est utilisé pour pallier les capacités du sol en place à assurer une épuration et/ou une dispersion satisfaisante des eaux prétraitées.

Dans le cas de sous-sol fracturé et perméable à faible profondeur en contact avec un milieu souterrain vulnérable (sous-sol karstique), il conviendra d'utiliser un filtre à sable non drainé. Ce sol rapporté viendra se substituer au déficit de sol en place. La dispersion des eaux traitées se fera ensuite dans le sous-sol perméable.

Enfin dans les cas les plus contraignants (sol peu perméable, nappe à faible profondeur, substratum imperméable à faible profondeur), il conviendra également d'utiliser un sol reconstitué. La difficulté supplémentaire sera d'évacuer les eaux traitées.

Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

2.2. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Une habitation située dans une zone desservie par le réseau collectif d'assainissement est tenue de se raccorder à ce réseau dans un délai d'un an reconductible un an.

Les habitants étant dans cette situation sont tenus de respecter le règlement de l'exploitant du réseau (type de rejet réglementé) et doivent souscrire à une taxe correspondant au coût de la collecte et du traitement de leurs effluents.

Nota : Les constructions situées en zone " assainissement collectif" ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel aux normes et maintenu en bon état de fonctionnement, même pour les constructions neuves.

3. LE CHOIX DE LA COMMUNE EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT

MÉTHODOLOGIE DU ZONAGE

En 2014, le conseil Municipal avait lancé la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) en vue de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU). En 2015, le Préfet de l'Hérault a prescrit la révision du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI). Dès lors, l'élaboration du PLU a dû être interrompue, et le Plan d'Occupation des Sols (POS) est devenu caduque le 27 mars 2017, conformément à la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 (loi ALUR,) avec application immédiate du Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Le PPRI ayant été approuvé par arrêté préfectoral n° DDTM34-2020-06-11189 du 22 juin 2020, la procédure d'élaboration du PLU peut à présent être relancée.

Ainsi et depuis le 27 mars 2017, le document applicable en termes d'urbanisme, sur la commune de Valras-Plage, est le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

La commune de Valras Plage a repris la procédure d'élaboration du PLU.

La proposition de zonage ci-après a été établie en fonction de l'analyse des contraintes techniques de mise en œuvre des différents modes d'assainissement. Les secteurs urbanisés actuellement de la commune sont globalement desservis par les réseaux d'assainissement collectif. Le mode d'assainissement de ces secteurs est l'Assainissement Collectif.

Certaines parcelles ne sont pas desservies par un réseau d'assainissement collectif implanté en espace public. Pour ces parcelles, le mode d'assainissement est maintenu en assainissement non collectif.

Le mode d'assainissement pour les secteurs urbanisés de la commune est l'Assainissement Collectif hormis pour certaines parcelles dont le mode d'assainissement est l'Assainissement non Collectif .
--

4. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1. LE PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1.1. Études en cours

Une étude de diagnostic du réseau d'eaux usées a été réalisée en 2005 sur la commune, dans la continuité du schéma directeur communautaire de la CABM.

4.1.2. Capacité de la station d'épuration / population raccordée

La station d'épuration de Sérignan-Valras Plage, située sur la commune de Valras-Plage, a été mise en service en 2006. Elle raccorde les villes de Sérignan et Valras Plage.

La station d'épuration est de type boue activée aération prolongée (faible charge). Les principales étapes de traitement sont :

- Relevage des effluents bruts ;
- Prétraitement ;
- Deux files de traitement :
 - * Biologique par boues activées et clarification classique par décantation
 - * Biofiltration, en service qu'en période de pointe uniquement
- Puis traitement tertiaire par désinfection UV
- Le rejet des eaux traitées est effectué dans l'Orb ;
- Traitement des boues par centrifugeuse. Les boues sont évacuées en centre de compostage ou sur la station d'épuration de Béziers pour y être incinérées.

Sa capacité est de 53 000 EH ou 3 180 kg DBO₅ / j pour un débit de référence de 10 600 m³/j.

L'autosurveillance a mis en évidence pour en moyenne sur 2020 :

- une Charge Brute de Pollution Organique (CBPO – charge de référence) de 1 884 kg/j en DBO₅ correspondant à 31 396 Équivalent Habitant (EH).
- et une charge hydraulique moyenne de 3 271 m³/jour.

La marge disponible sur la station correspond à 21 604 EH en charge organique.

La conformité de la station est atteinte en 2020 vis à vis des exigences de la Directive ERU 91/271/CEE et conforme aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Selon l'INSEE, la population 2015 est de 4 240 personnes pour la commune de Valras Plage et de 7 083 personnes pour Sérignan. Au regard de la population, environ 37,5 % de la capacité de la station d'épuration concernent la commune de Valras Plage.

A l'horizon du PLU, la population à raccorder au réseau d'assainissement des eaux usées est estimée à la population attendue sur les zones de développement de la commune. D'après l'OAP et les objectifs du SCOT, la projection démographique est la suivante :

	2015	2030	2040	2055
Valras Plage	4 240	4 749	5 034	5 638
Sérignan	7 083	7 933	8 409	9 418
Total	11 323	12 682	13 443	15 056

Tableau 2 : Projection démographique selon les objectifs du SCOT

Ce tableau correspond à la projection démographique de la population permanente de Valras Plage et Sérignan. Cependant, étant des lieux très touristiques, la population saisonnière doit être prise en compte. En revanche, une hypothèse est prise : il n'y a pas de progression de l'accueil touristique au sein de la commune. D'après le schéma directeur, les besoins futurs de la station d'épuration sont les suivants :

	2018	2030	2040
DBO ₅ en Kg/j	2 874	2 922	2 948
Equivalent-habitant	47 900	48 700 dont 12 682 permanents	49 133 dont 13 443 permanents

Tableau 3 : Projection démographique selon les objectifs du SCOT

Pour rappel, la capacité de la station est de 53 000 EH.

L'urbanisation envisagée sur la commune est donc cohérente avec la capacité et la marge épuratoire disponible sur la station d'épuration.

4.2. LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.2.1. Le mode de gestion

Les différents modes de gestion de l'assainissement collectif sont les suivants :

▪ Gestion Directe en Régie

C'est la commune ou un syndicat intercommunal auquel elle adhère, qui assure la responsabilité complète des investissements comme du fonctionnement du service d'assainissement collectif, ainsi que des relations avec les usagers.

▪ Gestion Déléguée

La commune délègue la gestion de tout ou partie de son service d'assainissement collectif à une compagnie privée dans le cadre de contrats de longue durée ; l'affermage ou la concession sont les deux types de contrats généralement utilisés :

- **L'affermage** : la collectivité réalise et finance les investissements et ne confie que l'exploitation des installations à un entrepreneur privé. Ce dernier se rémunère sur le prix de l'eau et reverse une part des recettes à la commune pour lui permettre de faire face aux dépenses d'amortissement technique et financier sur le réseau.
- **La concession** : c'est l'entrepreneur privé qui construit les ouvrages et les exploite à ses frais en se remboursant sur le prix de l'eau. En fin de contrat, il devra remettre le réseau ou les ouvrages en bon état à la collectivité.

▪ Gestion Mixte

La commune confie tout ou partie du service, l'exploitant étant rémunéré par la commune, soit forfaitairement (**Gérance**), soit en fonction des résultats d'exploitation du service (**Régie intéressée**).

Depuis le 01 janvier 2017 et pour une période de 10 ans, la gestion de l'assainissement collectif est déléguée à la **SUEZ Eau France** par le biais d'une société dédiée **L'Eau de Béziers Méditerranée** (affermage).

4.2.2. L'exploitation du service d'assainissement collectif

Fixé par le décret du 16 Octobre 1981 (D. 16 oct. 1981 : JONC 23 oct. 1981 et rectif. Du 27), **le règlement du service d'assainissement définit les relations existantes entre l'exploitant de ce service et les usagers domestiques et industriels**. Il précise notamment le régime des conventions de déversement, les dispositions techniques relatives aux branchements et les conditions de versement de la redevance et des participations financières qui peuvent être dues au titre du service public de l'assainissement. Le règlement est arrêté d'un commun accord entre le fermier et la collectivité après délibération de cette dernière.

Un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement doit être présenté par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunal.

5. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.1. LE PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'étude d'aptitude des sols à l'assainissement sur les zones d'assainissement non collectif a montré que les filières de traitement à privilégier sur la commune de Valras Plage sont **l'épandage souterrain** sur le sol en place, **l'épandage souterrain surdimensionné** sur le sol en place **ou le filtre à sable vertical non drainé**, associées à une fosse toutes eaux (prétraitements). Les **filières compactes** permettant de réduire la surface des installations peuvent également être étudiées et s'avérer pertinentes selon les conditions locales des terrains.

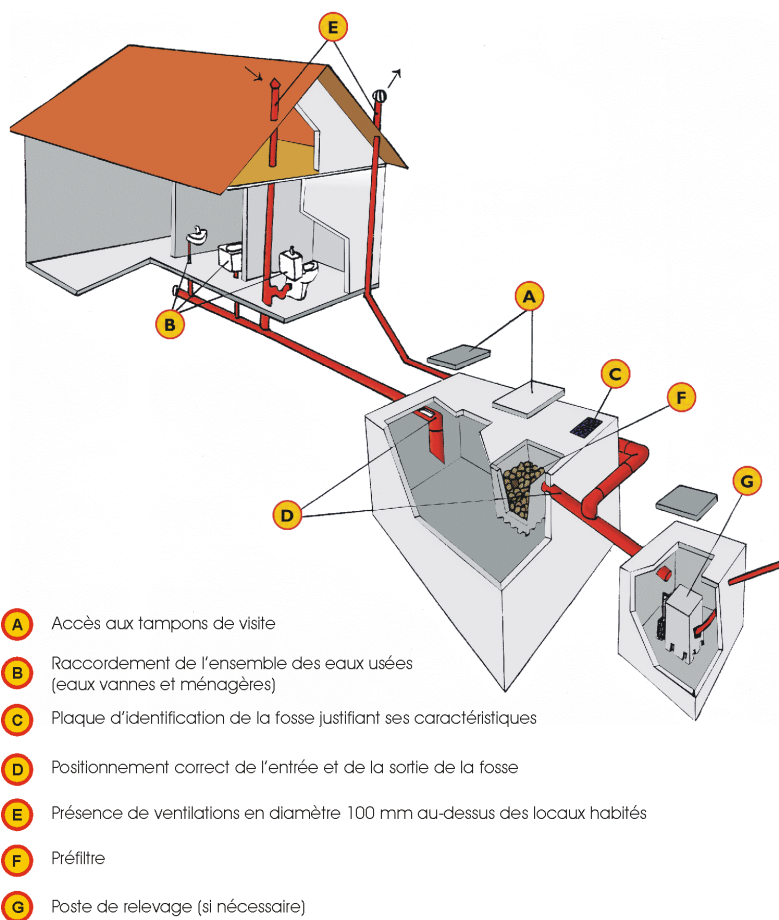
Les diagnostics initiaux des dispositifs d'assainissement non collectif existants sont réalisés sur le territoire communal.

Les schémas ci-après illustrent les filières types à mettre en œuvre, hors filières compactes à étudier et proposer au cas par cas.

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Volume de la fosse toutes eaux
< 5	3 m ³

- 1 m³/pièce supplémentaire au-delà de 5
- LA FOSSE TOUTES EAUX**



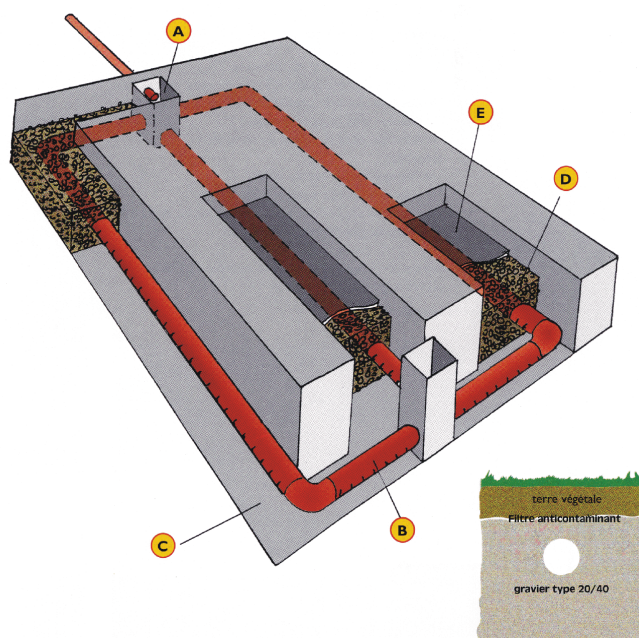
D.D.A.S.S. "Santé-Environnement" - Septembre 1998

CLASSE 1 EPANDAGE SOUTERRAIN

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Linéaire de canalisation
< 5	45 ml

EPANDAGE SOUTERRAIN A FAIBLE PROFONDEUR EN SOL NATUREL



- A** Regard de répartition
- B** Tuyaux rigides de 100 mm de diamètre
- C** Tranchées d'infiltration d'une profondeur comprise entre 0,6 et 1 m
- D** Présence d'une couche de graviers type 20/40 sur 0,4 à 0,8 m d'épaisseur
- E** Géotextile sur la couche de graviers en recouvrement des tuyaux

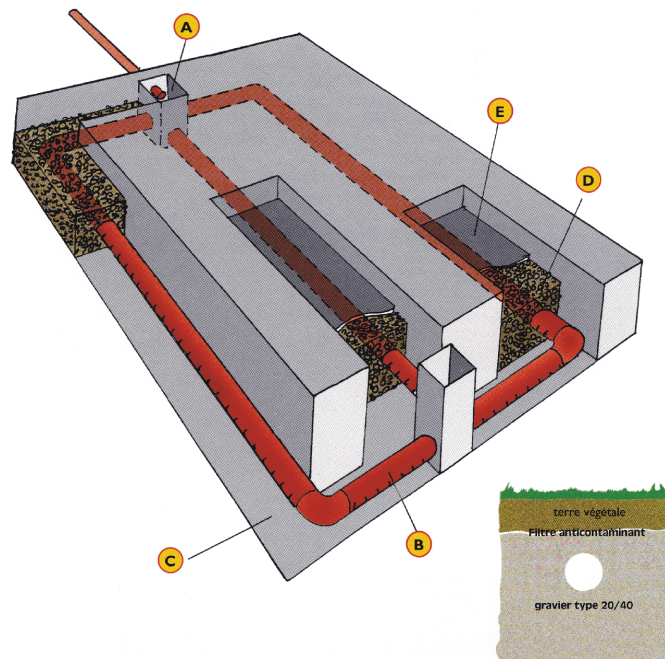
D'après D.D.A.S.S. "Santé Environnement" - Septembre 1998

CLASSE 2 EPANDAGE SOUTERRAIN SURDIMENSIONNE

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Linéaire de canalisation
< 5	80 ml

EPANDAGE SOUTERRAIN A FAIBLE PROFONDEUR EN SOL NATUREL



- A** Regard de répartition
- B** Tuyaux rigides de 100 mm de diamètre
- C** Tranchées d'infiltration d'une profondeur comprise entre 0.6 et 1 m
- D** Présence d'une couche de graviers type 20/40 sur 0.4 à 0.8 m d'épaisseur
- E** Géotextile sur la couche de graviers en recouvrement des tuyaux

D'après D.D.A.S.S. "Sanité-Environnement" - Septembre 1998

CLASSE 4 : ZONE INONDABLE TERTRE D'INFILTRATION NON DRAINE

Caractéristiques

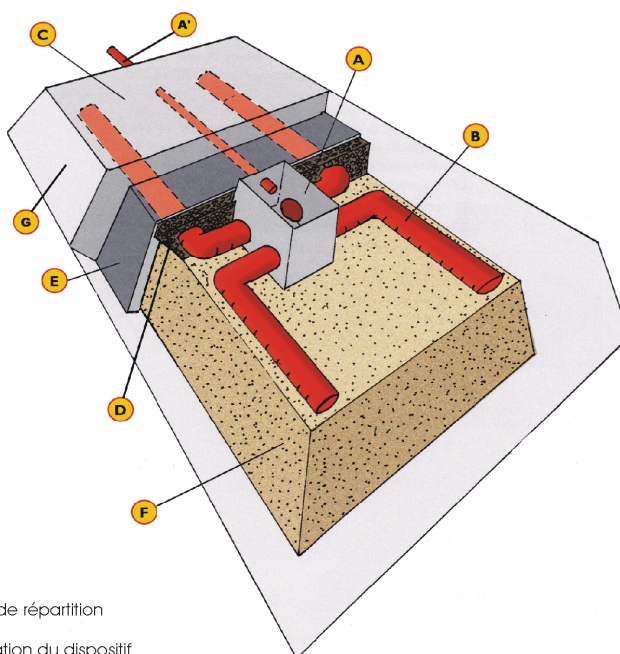
Perméabilité entre 0 et 1.5 m	15 à + 500 mm/h
-------------------------------	-----------------

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Surface du dispositif
< 4	20 m ²

- 5 m²/pièce supplémentaire au-delà de 5

TERTRE D'INFILTRATION



- A** Regard de répartition
- A'** Alimentation du dispositif (en gravitaire ou en refoulement en fonction de la topographie)
- B** Tuyaux rigides de 100 mm de diamètre
- C** Terre végétale sur 0.2-0.3 m d'épaisseur
- D** Présence d'une couche de graviers type 20/40 sur 0.2 m d'épaisseur
- E** Géotextile sur la couche de graviers en recouvrement des tuyaux
- F** Présence d'un matériau perméable (sable siliceux lavé) sous la couche de graviers, sur une épaisseur minimale de 0.70 m
- G** Armature d'argile pour assurer la stabilité du dispositif

D'après D.D.A.S.S. "Santé-Environnement" - Septembre 1998

5.2. LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a institué le contrôle obligatoire des installations d'assainissement individuel, enjoignant les collectivités concernées à créer un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) avant le 31 décembre 2005.

La deuxième loi du 30 décembre 2006 est venue étoffer la loi sur l'eau de 1992 en précisant les missions obligatoires des SPANC. En effet, d'après l'article 2224-8-III du Code Général des Collectivités Territoriales, ces missions consistent :

1. « Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;
2. Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

5.2.1. Mode de gestion du service

Par délibération du 18 décembre 2008, le Conseil Communautaire a approuvé la création du SPANC, et a limité sa compétence aux seules missions obligatoires à savoir les opérations de contrôle des installations nouvelles, existantes et des installations en réhabilitation.

Par délibération du 23 juillet 2009, il a été décidé que le service serait géré en régie et que le diagnostic initial des ouvrages sera réalisé sous forme de prestation de services et ce pour :

- le diagnostic de l'existant
- le diagnostic de réhabilitations
- le diagnostic dans le cadre d'une opération immobilière.

5.2.2. Qualification du service et financement

Les articles L.2224-1 et L.2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que les services publics d'assainissement sont financièrement gérés comme des services publics à caractère industriel et commercial et que leurs budgets doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. Par conséquent, le SPANC doit assurer son financement par la perception de redevances auprès des usagers (Cf. Article R 2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)). Le montant de ces redevances est fixé par la collectivité compétente de façon à couvrir ses charges d'investissement et d'exploitation (Cf. articles R 2224-19-1 à R 2224-19-11 du CGCT). C'est pourquoi, par délibération du 21 décembre 2017, le Conseil Communautaire a adopté les montants des diverses redevances à facturer aux usagers du Service Public sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée.

5.2.3. Droit d'accès dans les propriétés privées

Selon l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour procéder, selon les cas, à la vérification ou au diagnostic des installations d'assainissement non collectif en application de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

Dans le cadre du diagnostic ou du contrôle périodique, le passage des agents du SPANC sera précédé d'un avis de visite notifié dans un délai raisonnable au propriétaire de l'immeuble, ou le cas échéant, à l'occupant des lieux. Ce délai ne pourra être inférieur à 7 jours ouvrés. Il précisera l'objet, la date et le créneau horaire de la visite ainsi que la possibilité de contacter le service pour modifier la date proposée si nécessaire.

L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôles par le SPANC, celui-ci fera relever l'impossibilité matérielle dans laquelle il a été mis d'effectuer ses contrôles et transmettra le dossier à l'autorité compétente pour suite à donner.

Cet obstacle astreint le propriétaire au paiement d'une pénalité financière égale au montant de la redevance qu'il aurait payé imputé d'une majoration de 100%.

5.2.4. Contrôle technique et application du droit des sols

▪ LE PERMIS DE CONSTRUIRE

Le contrôle technique et l'instruction du permis de construire sont deux procédures distinctes qui peuvent être menées avantageusement en parallèle :

- Avis préalable du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif avec étude du sol à la parcelle (avis joint au dossier de permis de construire avant instruction) conformément à l'article R431,16 du code de l'urbanisme et formulaire de demande de mise en service d'un dispositif d'assainissement non collectif,
- Vérification par le service instructeur, sur la base des éléments prévus dans le dossier de demande de permis de construire, du respect des règles générales en vigueur :
 - existence sur plan masse d'un descriptif de l'installation et conformité au type de filière éventuellement prescrit dans les documents d'urbanisme,

- existence de l'avis du SPANC sur le projet,
- Le service instructeur informe ensuite le service chargé du contrôle de l'assainissement non collectif,
- En cas de conception non conforme, le permis de construire peut être refusé en l'attente d'une modification du projet.

▪ **LE CERTIFICAT D'URBANISME**

Il peut être refusé si l'impossibilité de réaliser un assainissement non collectif est manifeste. L'avis du SPANC est suffisant pour le refus.

▪ **LE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ**

Le contrôle technique est juridiquement distinct de la délivrance du certificat de conformité.

Il devrait être réalisé antérieurement au certificat, avant remblaiement.

5.2.5. Réhabilitations

Le propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif peut décider, à son initiative ou être tenu par le SPANC (notamment à la suite d'un contrôle) dans les conditions prévues par le règlement du SPANC, de réhabiliter son installation, en particulier si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer toute atteinte à l'environnement (pollution des eaux ou des milieux aquatiques), à la salubrité ou tout inconvénient de voisinage.

Le propriétaire des ouvrages réalise ou choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge d'exécuter l'étude de sol à la parcelle, le dimensionnement et les travaux de réhabilitation. Il doit présenter un dossier dont le contenu est fixé dans le règlement de service du SPANC.

Pour toute réhabilitation, un projet doit être soumis et contrôlé par le SPANC ainsi que l'exécution des travaux et un contrôle du SPANC doit être réalisé avant remblaiement.